

Atelier Énergie GECAM 2026 : L'État et les industriels tracent une feuille de route commune pour un secteur électrique résilient

Le Ministre de l'Eau et de l'Énergie, Monsieur Gaston ELOUNDOU ESSOMBA, la main-d'œuvre du Gouvernement sur les questions énergétiques, a saisi l'occasion de l'atelier d'échange stratégique sur les questions énergétiques au GECAM, pour présenter les initiatives et actions majeures en faveur de l'amélioration de l'offre et du service dans ce secteur névralgique de l'économie, en l'occurrence, la signature du compact énergétique et des réformes subséquentes, de la renationalisation d'ENEO et des opportunités pour secteur privé.

Le siège du Groupement des Entreprises du Cameroun (GECAM) à Bonanjo a abrité ce jeudi 22 janvier 2026, une rencontre d'envergure entre le Gouvernement camerounais et le secteur privé national, autour des défis structurels du secteur de l'électricité. Face à un public de plus de 200 représentants d'entreprises, Le Ministre de l'Eau et de l'Energie, Monsieur Gaston ELOUNDOU ESSOMBA, a levé le voile sur les réformes structurelles destinées à stabiliser le secteur énergétique, moteur de la croissance industrielle camerounaise.

L'atelier a débuté par une intervention franche de M. Ibrahima Ousmanou, Président de la Commission Industrie et compétitivité du GECAM, qui a insisté sur la nécessité de l'instauration d'un dialogue transparent et de l'élaboration et le suivi d'un tableau de bord opérationnel pour résoudre les problèmes récurrents de production et de distribution électrique.

Dans la continuité, M. Célestin TAWAMBA, Président du GECAM, a exprimé le malaise du Patronat face à la situation : « Plus nous parlons, plus la situation se dégrade. Les entreprises ont besoin de visibilité. Si rien ne change, il faudra dire aux investisseurs de cesser de venir. »

Prenant la parole, le MINEE a reconnu sans détour les contraintes multiples qui pèsent sur le réseau, notamment :

- * La faible pluviométrie à l'origine d'un déficit hydrique de 3 milliards de m³ ;
- * La saturation des infrastructures de transport, notamment sur l'axe Edéa-Douala ;
- * Le déséquilibre financier chronique du secteur, avec un déficit mensuel de 13 milliards de FCFA pour ENEO.

Il a ensuite détaillé les réformes structurantes en cours :

1. Renationalisation d'ENEO – déjà actée – qui vise à restaurer la souveraineté énergétique et assainir la gouvernance du secteur ;

2. la signature du Compact Énergétique du Cameroun – validé en août 2025 – avec pour objectif d'atteindre 3 000 MW de capacité installée d'ici 2030 et d'élargir l'accès à l'électricité à 8 millions de Camerounais supplémentaires ;

3. la Digitalisation accélérée avec la commande de 8 000 compteurs intelligents pour lutter contre les pertes commerciales.

Le ministre a annoncé un plan d'action immédiat, dont les principaux axes portent sur :

- * le Refinancement de la dette du secteur et l'assainissement des arriérés ;
- * la Lutte renforcée contre la fraude et les pertes d'énergie ;
- * le Raccordement de 150 MW supplémentaires pour les industriels de la zone de Douala avant fin 2026 ;
- * le Paiement systématique des factures des administrations publiques ;

Échanges et résolutions

La séance de questions réponses a permis aux participants – dont des représentants de PME, des industriels et des experts énergétiques – d'exprimer leurs attentes et propositions. Plusieurs engagements concrets en sont ressortis :

- Création d'une plateforme de suivi opérationnelle GECAM – MINEE pour un pilotage conjoint des réformes ;
- Réexamen des délais d'application du relèvement du cosinus phi à 0,9, tenant compte du contexte économique actuel ;
- Intégration accrue des PME camerounaises dans les chaînes d'approvisionnement des projets énergétiques publics ;
- Renforcement des mécanismes de transparence et communication régulière sur l'état d'avancement des projets.

Clôture des travaux, le Ministre de l'Eau et de l'Énergie, Monsieur Gaston ELOUNDOU ESSOMBA, a assuré : « Je suis venu vous dire la vérité. Nous sommes conscients des problèmes, mais nous agissons. En deux ans, les choses vont s'améliorer. »

Cette rencontre marque un tournant dans la gouvernance énergétique camerounaise, posant les bases d'une collaboration public-privé renouvelée et d'une trajectoire de résilience à moyen terme.